



<b>RESUME .....</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
1.1. <b>Projets pilotes communautaires de</b> reboisement de la mangrove au Sénégal, en Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone.....	7
1.2. Le projet de mise en défends des sites de régénération de la mangrove en Mauritanie .....	8
1.3. Sensibilisation des communautés du Delta du Saloum au Sénégal .....	10
1.4. <b>Projets pilotes d'augmentation des revenus des communautés locales</b> : Construction des fours améliorés en Guinée Bissau.....	10
1.5. <b>Projets pilotes d'augmentation des revenus des communautés locales</b> : la production de sel solaire en Gambie.....	11
1. 6. <b>Projets pilotes d'augmentation des revenus des communautés locales</b> : Apiculture en Gambie.....	12
2.1 La charte régionale.....	14
2.2. Le Plan d'Actions.....	16
<b>3. Développement de partenariats .....</b>	<b>19</b>
3.1. Appui à l'ONG Océanium .....	19
3.2. Appui au projet Adaptation au Changement Climatique en zone Côtière (ACCC) d'Afrique de l'Ouest pour reboisement du Rhizophora et de l'Avicennia au Saloum.....	19
3.3. Recherche sur la caractérisation du milieu et la séquestration du carbone dans les sites de reboisement de Dassalamé Serer.....	20
<b>4. Vers les objectifs du projet .....</b>	<b>21</b>
4.1. Les activités de terrain.....	21
4.2. Les politiques de gestion de la mangrove .....	22
<b>6. Plan annuel de travail de 2010.....</b>	<b>28</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>31</b>
<b>RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>31</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>34</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>35</b>
<b>PREMIERE PARTIE .....</b>	<b>36</b>
Problématique et enjeux de la gestion durable des ressources de mangrove en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone. ....	36
<b>DEUXIEME PARTIE.....</b>	<b>40</b>
Projet de Charte pour une gestion durable des ressources de mangrove entre la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone. ....	40
PRÉAMBULE.....	41
TITRE 1-. DEFINITIONS.....	42
TITRE 2- OBJET ET CHAMP D'APPLICATION.....	43
TITRE 3-. PRINCIPES ET MODALITES DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES DE L'ECOSYSTEME MANGROVE .....	44
Chapitre I : principes de gestion durable .....	44
Chapitre II : modalités de gestion durable.....	46



<b>TITRE 4- DISPOSITIONS RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE.....</b>	<b>51</b>
Chapitre I : Institutions chargées de la mise en œuvre.....	51
<b>TITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES .....</b>	<b>52</b>
<b>TROISIEME PARTIE.....</b>	<b>53</b>
Plan d'actions pour une gestion durable des ressources de mangrove entre la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone. ....	53



## RESUME

Les activités du projet IMAO de l'année 2009 se situent dans la continuité de celles menées en 2008, en particulier la mise en œuvre d'actions de réhabilitation des zones de mangrove dégradées, le développement de projets de démonstration, le renforcement des politiques nationales de conservation des mangroves, la finalisation de l'avant projet de Charte et du Plan d'Actions et la recherche de financement en faveur de ce dernier.

Les actions de reboisement se sont appuyées sur les enseignements de la campagne 2008 pour apporter des améliorations par le renforcement de capacité des acteurs, le choix des sites et le respect du calendrier de plantation.

La vulgarisation de l'apiculture en Gambie a été poursuivie et les premières récoltes de miel ont permis d'initier une formation des communautés en matière de traitement post récoltes du miel et de la cire. Quant à la construction de fours améliorés pour le fumage du poisson en Guinée Bissau, les travaux sont en phase de finalisation dans trois des quatre sites programmés.

En matière de politique de gestion de la mangrove, l'accent a surtout été mis sur la consolidation de l'Avant-projet de charte régionale et du plan d'actions. Le document a été soumis à la critique de plusieurs spécialistes et leurs remarques et suggestions ont permis de finaliser le document. Celui-ci a été soumis aux différents pays pour avis.

En outre le projet a développé des partenariats avec différents acteurs de la conservation, notamment : l'**ONG Océanium** dans son programme de reboisement au Sénégal financé par Danone ; le **projet** Adaptation aux Changements Climatiques en zone Côtière (**ACCC**) pour le reboisement de la mangrove dans la zone de Palmarin financé par le PNUD et l'UNESCO et l'Ecole Nationale Supérieure d'Agriculture de Thiès (**ENSA**) pour l'évaluation des conditions de croissance et de la capacité de séquestration du carbone dans les sites reboisés du village de Dassalamé Sérér dans le Saloum.



## INTRODUCTION

L'Initiative mangrove en Afrique de l'Ouest (IMAO) est un projet conjoint UICN Sénégal et Wetlands International Afrique qui ont bénéficié de l'appui financier de la Fondation Suisse MAVA. Exécuter en collaboration avec des institutions nationales des forêts de Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone dans le cadre du Programme Régional de Conservation de la Zone Marine et Côtière (PRCM), l'IMAO a développé des actions de réhabilitation de la mangrove et d'amélioration du bien être des communautés qui en dépendent ainsi que des initiatives destinées à harmoniser les politiques nationales de sa gestion durable.

Pour rappelle, le projet IMAO a pour objectif de restaurer et de conserver les écosystèmes de mangrove à l'échelle du PRCM tout en œuvre pour améliorer le bien-être et la sécurité des communautés qui dépendent de la mangrove par leur conscientisation, la facilitation de leurs interventions sur le milieu, l'amélioration et l'harmonisation des politiques de gestion de la mangrove à travers un processus négocié. La stratégie adoptée par le projet repose sur le développement d'une base de connaissances, le transfert de connaissances des communautés à l'échelle régionale, la mise en place des conditions stimulantes pour la bonne gestion de la mangrove et le renforcement des politiques nationale, régionale et de plans d'action.

Pour ce faire, l'Equipe de projet a, en 2007 fait la situation de référence en matière d'écologie/climatologie, socio économie et cartographie des mangroves d'Afrique de l'Ouest. Un atelier régional a été organisé et a permis une large concertation des différents acteurs impliqués dans la gestion de l'écosystème.

Les principales activités planifiées en 2008 étaient l'identification et la mise en œuvre d'actions de réhabilitation des zones de mangrove dégradées, le développement de projets de démonstration dans des activités génératrices de revenus, le renforcement des politiques nationales de conservation des mangroves, l'élaboration d'une Charte et d'un Plan d'Action et la recherche de financement en faveur de ce dernier. En outre, la synthèse des rapports en Ecologie/Climatologie et Socio économie devait être finalisée.

Les activités du projet IMAO de l'année 2009 se situent dans la continuité de celles menées en 2008, en particulier les activités qui concourent à l'atteinte des Résultats 4<sup>1</sup>, 5<sup>2</sup>, 6<sup>3</sup> et 7<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Result 4 : Actions for mangrove ecosystem restoration supported and linked with livelihood improvements at key sites in each target country.



tel que consigné dans le document de projet. Il s'agit essentiellement de la mise en œuvre d'actions de réhabilitation des zones de mangrove dégradées, le développement de projets de démonstration (**Résultat 4 : Actions for mangrove ecosystem restoration supported and linked with livelihood improvements at key sites in each target country**), le renforcement des politiques nationales de conservation des mangroves, la finalisation de l'avant projet de Charte et du Plan d'Actions et la recherche de financement en faveur de ce dernier (Résultats 5, 6 et 7).

Le présent rapport annuel s'articule autour des points suivants :

**1. Projets pilotes de restauration des mangroves et d'augmentation des revenus des communautés locales**

**2. Vers un outil sous-régional de coopération et conservation durable de la mangrove en Afrique de l'Ouest : la charte et d'un plan d'actions**

**3. Développement de partenariats**

**4. Vers les objectifs du projet**

**5. Rapport financier**

**6. Plan de travail annuel de 2010**

**Conclusions et recommandations**

---

<sup>2</sup> Result 5: Key mangrove stake-holders have engaged in formulation of a regional Strategy and Action Plan for strengthening and extending community actions

<sup>3</sup> Result 6: National policy is strengthened to provide support for community actions

<sup>4</sup> Result 7: Regional policy Accord formulated and approved through PRCM mediated process



## 1. Projets pilotes de restauration des mangroves et d'augmentation des revenus des communautés locales

On s'est progressivement rendu compte que pour garantir la viabilité des actions des mangroves dans la zone côtière, l'approche technique ne suffisait pas. Il est donc nécessaire d'impliquer davantage les communautés locales dans la gestion des ressources naturelles support de leurs activités économiques à l'échelle des communautés. Ceci passe par la prise en compte des normes sociales et des valeurs culturelles. Le capital social qui retrace les relations et interactions qui existent entre individus sous forme familiale, de bon voisinage, d'appartenance à des réseaux ou associations et de partage de normes et valeurs communes renferme en lui-même un potentiel évident pour des actions socialement durables. Cette dernière notion est centrée sur les personnes et leur accès aux ressources dont dépend leur subsistance. Elle nécessite les conditions d'une stabilité des Organisations Communautaires de Base (OCB) et la capacité des acteurs à intervenir dans les décisions qui les concernent. En conclusion, le Capital Social et la Durabilité Sociale sont garant de la Durabilité Ecologique. Dans certains de nos sites d'intervention notamment à Buram et Bali Mandinka en Gambie, à Darsselamé Sérér au Sénégal, à Cacafal en Guinée Bissau et à Fogbo en Sierra Leone, c'est sur ces valeurs que repose notre partenariat avec les communautés locales. Notre action vise à encourager, soutenir et renforcer les aptitudes existantes dans les communautés, pour identifier leurs propres besoins, fixer leurs propres objectifs et suivre les activités entreprises.

En 2008, plusieurs petits projets ont été mis en œuvre dans les différents pays. Ces projets concourent à l'atteinte du Résultat 4 du document de projet dont les grands axes sont les suivants : Réhabilitation des zones de mangroves, Développement de projets de démonstration et Recherche de fonds pour la mise en œuvre du plan d'action. En somme, elles sont destinées à restaurer/conservé par :

- le reboisement des mangroves,
- la construction de mur de protection contre la divagation des animaux,
- le renforcement de capacités ainsi qu'à améliorer le bien-être des populations qui en dépendent par le développement d'activités génératrices de revenus : apiculture, production de sel solaire, construction de fours améliorés.

En fonction de l'acuité des problèmes de dégradation et d'utilisation peu rationnelle des ressources de mangroves auxquelles sont confrontées les communautés locales, des actions correctives avaient été identifiées et acceptées. En 2009, ces activités sont poursuivies en vue d'en assurer l'aboutissement.



### 1.1. Projets pilotes communautaires de reboisement de la mangrove au Sénégal, en Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone.

Au Sénégal le village de Dasselamè Serer a bénéficié d'un appui technique et financier du projet pour reboisement de 2ha de Rhizophora constituant une extension des sites déjà reboisés et suivis grâce à l'appui de projets antérieurs (JICA, FEM, UICN). Quels types d'appuis les communautés ont-elles bénéficiés ? Y a-t-il eu un mécanisme de poursuite des activités après IMAO ? Combien de propagule ont été plantées ? Quelles sont les leçons apprises de cette activité ?

En Gambie, les communautés de Buram, Jassobo et Bali Mandinka s'étaient engagées à conduire cette activité. Les résultats ont été bons à Buram où les plantules de Rhizophora se développent normalement. Cette année il a été replanté 22 2500 plants couvrant environ 2 ha portant à 3,5 ha la superficie totale reboisée. Compte tenue de la forte mortalité des plantules de la campagne précédente, une attention particulière a été accordée au choix des sites grâce à une session de formation de 7 jours sur les techniques de reboisement des mangroves lors de la visite d'échange entre les communautés locales de Bali Mandinka, Jassobo et Buram de Gambie et de Dasselamé Serer du Sénégal. Cette mission a été encadrée par les services des eaux et forêts du Sénégal et de Gambie. Le suivi des sites est assuré par les villageois avec l'appui du point focal du projet. Au cours de ces journées de reboisement, sous la direction des comités environnements des différents villages, une forte mobilisation a été notée. Ce qui constitue un bon indicateur de durabilité des actions de reboisement en Gambie. En Guinée Bissau, c'est cette année que le reboisement a démarré à Cacine, Cadico et Cacafal où il a été planté 6 ha d'Avicennia qui seront suivis par Quitapesca, ONG locale partenaire du projet. En effet, suite à la construction des fours améliorés, la sensibilisation des communautés de pêcheurs, à l'implication des partenaires locaux (Quitapesca, Groupement des femmes de Cacine, Groupement Grotto, Groupement Walam Miwale et le Groupement des Jeunes de Cacafal) et des autorités locales (**Reglo de Cacine** en premier lieu), tous les villages se sont mobilisés pour faire du reboisement de la mangrove une activité phare. Une journée de lancement des reboisements dans la région de Tombali a été organisée. Vue la réussite de cet événement et l'engagement des communautés impliquées, le 2 Septembre est déclaré Journée Régionale de reboisement des mangroves à Cacine. Dans la même perspective, une mission conjointe a été organisée avec le Coordonnateur de Wetlands International-Bureau Guinée Bissau. Au regard de l'engagement des communautés et des initiatives déjà entreprises avec IMAO, Wetlands and Livelihood Programme (WLP) a choisi de faire de Cacafal, le second site de démonstration pour l'adaptation des communautés locales aux changements climatiques. Ce qui constitue



un bon lien entre mangroves et changements climatiques mais également une opportunité de partenariat entre les projets.

En Guinée, le reboisement de *Rhizophora* et *Avicennia* a été réalisé dans les sites de Baléssouri, Baie de Sangaréah et Wonkifong. Les conditions du milieu sont favorables au développement des plants. Toutefois le démarrage de la campagne a été retardé pour des raisons budgétaires et les résultats ont été plutôt décevants. Cette année la coordination du projet s'est impliquée à temps et il a été possible de reboiser, dans des conditions optimales, 5,5 ha d'*Avicennia* dans la Baie de Sangareyah et 2 ha à Baléssouri. En outre il a été procédé au regarnissage des sites reboisés en 2008. Le suivi est assuré par les techniciens locaux des eaux et forêts désignés par le point focal. Cette année un accent particulier a été mis sur le renforcement de capacité des villageois en matière de choix des plantules (**Photos 1 et 3**), du site de reboisement en rapport avec les possibilités de submersion par la marée et de la période de plantation. De même, des écoliers ont-ils été impliqués dans les activités de reboisement. Ceci dans la perspective d'initier la zone de Dubreka à l'éducation environnementale. En Sierra Leone, le reboisement de *Rhizophora* a été réalisé à Matainkay sur une superficie de 10 ha en 2008 qui n'a pas connu d'extension cette année, mais plutôt un important effort de regarnissage compte tenu de la forte mortalité des plantules. Au total 23 000 propagules de *Rhizophora* ont été replantés. Le suivi est assuré par le point focal du projet.

### 1.2. Le projet de mise en défends des sites de régénération de la mangrove en Mauritanie

La mangrove du Parc National du Diawling connaît actuellement une régénération naturelle d'*Avicennia* très active, surtout le long de l'estuaire de N'tiallakh. Toutefois les plantules sont régulièrement appâtées par les animaux en divagation et la solution souhaitée par les populations est l'édification d'un mur de protection en béton ou en fil de fer barbelé. Deux aires de régénération de 2 ha ont été protégées dans le village de N'tiallakh et au niveau de la mare de Birette (**Photo 5**). Cette initiative a permis une croissance accélérée des plantules et encouragé la direction du Parc à initier un programme de reboisement de 11 000 plants d'*Avicennia* actuellement en pépinière (**Photo 6**).





**Photo 1 : Tri de propagules de Rhizophora**



**Photo 2 : Rhizophora reboisé selon la méthode du plateau d'Anderson**



**Photo 3 : Réouverture de canaux et tri d'Avicennia africana**



**Photo 4 : Reboisement d'Avicennia africana**



**Photo 5 : Régénération d'Avicennia africana dans la zone de Bell mise en défends**



**Photo 6 : Pépinière d'Avicennia Africana réalisé par le parc du Diawling suite aux effets positifs de la zone protégée**



### 1.3. Sensibilisation des communautés du Delta du Saloum au Sénégal

Dans le Delta du Saloum, de nombreux efforts de restauration de la mangrove ont été mis en œuvre par plusieurs projets travaillant avec les communautés qui ont pris conscience de la nécessité d'une gestion durable de ce patrimoine. Toutefois il y a nécessité de renforcer la conscientisation des populations pour atténuer l'impact des pratiques destructrices qui subsistent encore. C'est ainsi qu'une campagne de sensibilisation sur les ondes de Radio Niombato FM a été réalisée à l'intention des communautés du delta du Saloum en faveur du renforcement des mesures de conservation de la mangrove, notamment par la mise en place des brigades d'éco-gardes. Par ailleurs, les sites de reboisement dans le village de Dassalamé Serer ont été visités par un groupe de paysans venant de la Gambie en vue du renforcement de leur capacité en technique de plantation et de suivi.

### 1.4. Projets pilotes d'augmentation des revenus des communautés locales : Construction des fours améliorés en Guinée Bissau

Le site retenu est Cacine. Des diagnostics participatifs ont été menés en 2008 et il s'est avéré que seule l'utilisation des foyers améliorés consommant du bois continental peut réduire les impacts négatifs de la coupe intensive de bois à des fins de fumage. Dans ces ports la majorité des pêcheurs sont des migrants et les fours de fumage sont rudimentaires, utilisant de grandes quantités de bois de mangrove, surtout le *Rhizophora*. L'action de IMAO a consisté à la construction de 3 fours améliorés. Les groupements de femmes (*Walam Miweli* de Canamine et Association des femmes de Cacine) très actifs dans la région, de concert avec les communautés de pêcheurs se sont mobilisés pour la réduction voir l'arrêt de la coupe du bois de mangrove pour le fumage des poissons. Les études sont réalisées par une entreprise de construction qui réalise actuellement les travaux. Les fours de Cacine et de Canamine sont en voie d'achèvement (**Photo 7**) et seront fonctionnels en février 2010, mais celui de Cadico accuse du retard. Un module de formation sur les techniques de gestion et de redistribution des revenus issus de la gestion des fours est en préparation. Les membres du comité de gestion ont déjà été identifiés. Parmi ceux-ci figurent : le Regle de Cacine, les présidentes des différents groupements des femmes, le service régional des pêches de Cacine. Le Point Focal IMAO (IBAP) et le Bureau Wetlands de Bissau sont chargés du suivi de cette activité.





### 1.5. Projets pilotes d'augmentation des revenus des communautés locales : la production de sel solaire en Gambie

En Gambie et au Sénégal, la population produit du sel solaire avec des techniques à très haute intensité de main d'œuvre pour une faible productivité. Il est possible d'améliorer les rendements grâce à la technique déjà largement vulgarisée en Guinée. Au demeurant, cette technique a été mise au point en réponse à la forte consommation de bois de mangrove lorsque le sel est produit par cuisson (Guinée, Guinée Bissau, Sierra Leone). Par exemple en Guinée, on estime que la production d'1 Kg de sel nécessite 3,1 Kg de bois de mangrove et, grâce à la technique de sel solaire sur bâche, la production de 1000 tonnes de sel permet d'éviter le défrichement de 125 ha de mangroves.

Cette technique a été testée en Gambie dans des villages exploitant traditionnellement le sel solaire. Par la technique traditionnelle, une famille produit 1650 kg de sel en une campagne de 22 semaines. Avec la technique améliorée, la production d'une famille a été multipliée 7,5 fois (graphique ci-dessous) donnant un produit de meilleure qualité (**photos 8 et 9**) à un prix abordable. Le coût de la bâche en plastique et quelques accessoires est d'environ 50 000 francs CFA (110 US \$) pour une unité de production utilisant 10 bâches. Ce procédé permet également de rallonger de huit semaines la durée de la campagne, ce qui pourrait augmenter de façon plus significative les gains. C'est ainsi qu'en deux semaines Bali Mandinka, site de formation pour toutes les communautés, a produit 2000 Kg de sel et, de retour dans leurs villages respectifs, les paysans de Buram ont produit à leur tour 1600 Kg et ceux de Jassobo 350 Kg. Enfin cette technique se caractérise par un gain quotidien de temps appréciable et une moindre pénibilité du travail.

Dès les premiers jours d'expérimentation de la technique, les communautés locales ont adhéré massivement. Certains des villages voisins de Bali Mandinka non impliqués à la



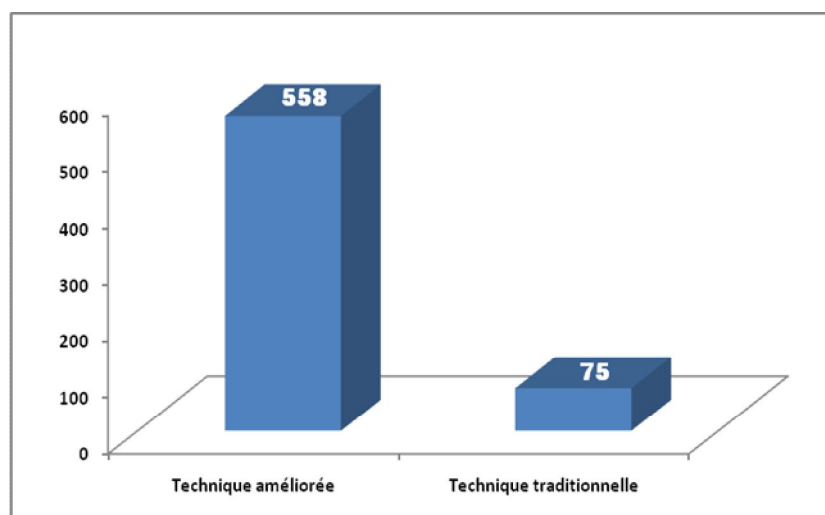
formation ont très vite vu l'intérêt de la technique et ont demandé à ce que leurs villages prennent part. Ce qui fut fait les derniers jours.

Production (kg) hebdomadaire de sel en fonction des techniques utilisées

Photo 8 : Sel solaire sur bâche (cristaux fins)

Photo 9 : Sel solaire traditionnel (gros cristaux)

#### 1. 6. Projets pilotes





### d'augmentation des revenus des communautés locales : Apiculture en Gambie

Le projet avait distribué 30 ruches dont 19 avaient été colonisées dans les villages de Buram, Baali Mandinka et Jassobo. Au mois de juillet la production de miel était de 34 litres, à Buram, 20 à Baali Mandinka et 5 à Jassobo. Le taux de réussite a été limité, par endroits par le mauvais choix des emplacements, parfois trop éloignés du village et donc d'une fréquence de suivi limitée comme à Jassobo. A l'avenir ce facteur devra être pris en compte pour améliorer les résultats. Le village de Buram ayant enregistré la meilleure production a bénéficié d'une formation en matière de traitement post récolte du miel et de la cire. Il assurera la vulgarisation dans les deux autres villages lorsque ces derniers enregistreront une masse critique de produits. Le **National Beekeepers Associations of The Gambia** (NBAG) principal partenaire national dans le cadre de ce petit projet de démonstration, a assuré toutes les formations et gère la commercialisation du miel produit.

#### 1.7. Les leçons apprises des petits projets de démonstration

- les approches, les méthodes utilisées : leur pertinence, leur efficacité, les moyens de les améliorer,...
- o La durabilité des actions de conservation doit reposer sur des organisations communautaires de base fortes
- o Les petits projets d'augmentation des revenus des communautés locales peuvent stimuler la participation aux actions de conservation des mangroves ;
- o Le reboisement est une activité qui coïncide avec la campagne agricole et il est important de le planifier de manière à produire un impact minimum sur le calendrier chargé des paysans à cette période. Une mobilisation générale de toute la communauté une fois par semaine seulement, à une date de son choix, réduit considérablement l'absentéisme.
- o La saliculture solaire et l'apiculture nécessitent des microcrédits de campagne pour l'acquisition des intrants tels que les bâches et les ruches modernes.
- o Les partenariats avec la recherche permettent d'obtenir des résultats pertinents pouvant être utilisés dans le cadre de plaidoyer pour l'adoption de la charte



## 2. Vers un outil sous-régional de coopération et de conservation durable de la mangrove en Afrique de l'Ouest : la charte et le plan d'actions

### 2.1 La charte régionale

L'UICN Sénégal avait déjà démarré en 2006 une étude sur les politiques au Sénégal, en Gambie et en Guinée Bissau et abouti à la production d'un draft de charte et de plan d'actions pour les trois pays sur la base d'études préliminaires réalisées par des consultants nationaux. En 2008, la même démarche a été reconduite en Mauritanie, Guinée et Sierra Leone afin de compléter les informations déjà recueillies et d'aboutir à une synthèse couvrant les six pays. Cette activité, était prévue au point 6 du document du Projet (***National policy is strengthened to provide support for community actions***). Sur la base des rapports nationaux (Etudes sur les politiques nationales de conservation des mangroves, Ecologie et Climatologie, Socioéconomie et Cartographie des mangroves) de 2008 des ateliers techniques d'une journée ont été organisés dans chaque pays (**Photos 10 et 11**) et permis d'engager une concertation élargie entre les différents acteurs impliqués dans la gestion de la mangrove. **Cette démarche a facilité la recherche et l'obtention de consensus entre acteurs** autour de la problématique qui caractérise la gestion actuelle de l'écosystème mangrove et les éléments de stratégie pertinents permettant de mener des actions interétatiques concertées pour améliorer la gestion actuelle des ressources de la mangrove.

L'animation des ateliers et le travail de synthèse a été confiée à deux consultants spécialisés en socio économie et en droit de l'environnement qui avaient réalisé les mêmes prestations pour l'UICN, afin de faciliter l'harmonisation des résultats.

Ceci a abouti à la rédaction d'un projet de charte et de plan d'action tel que recommandé au point 7 du document du Projet (***Result 7.1 Produce draft and advocate for validation of the policy accord by government agencies through PRCM, in consultation with ECOWAS or CSRP***). Au terme des missions dans les six pays et sur la base des éléments de stratégie identifiés par les différents acteurs, les domaines et actions pouvant constituer les axes d'une **coopération sous-régionale interétatique** pour une gestion durable de la mangrove ont été identifiés en vue de constituer les fondements d'une charte régionale. **L'idée d'une charte régionale de gestion de la mangrove a été partout bien accueillie**. Sa justification découle de constats suivants :

- La mangrove est un écosystème riche assurant des fonctions écologique et économique essentielles dans l'espace marin et côtier en particulier dans l'espace PRCM où les économies nationales reposent sur l'exploitation des ressources marines et côtières.



- Elle est fragile et sa dégradation liée au changement climatique et à l'utilisation abusive de ses ressources s'est accélérée ces dernières décennies.
- Elle est une ressource partagée depuis la Mauritanie jusqu'en Sierra Leone.
- Les initiatives nationales ou même locales de conservation et d'utilisation durable des mangroves ont, jusqu'à présent, donné des résultats mitigés. Cela montre les limites des stratégies nationales de gestion de cet écosystème, limites imposées par le caractère transnational de certaines activités en mangrove, particulièrement les filières de pêche et même parfois de bois de construction.
- Il faut ajouter à cela les problématiques émergentes des industries extractives tels que le pétrole, la bauxite et autre minerais qui pose le problème de risque de pollution.

La préservation de l'environnement et la conservation de l'écosystème mangrove nécessitent donc une approche régionale intégrant les acquis, l'expérience et l'expertise des différents pays concernés. D'où l'avant projet de charte et de plan d'action soumis à plusieurs partenaires dont les contributions ont permis à la coordination du projet de le consolider. Le document pose le problème de dégradation généralisée de la mangrove dans les six pays malgré les dispositions réglementaires prévues par différents codes nationaux de gestion (forêt, eau, environnement...) et les lois d'application qui les accompagnent. Il propose une approche régionale de gestion de ressources partagées d'un écosystème couvrant des pays dont les politiques nationales sur le sujet ne sont pas harmonisées. La charte comporte 22 articles répartis dans 5 titres.

Le premier titre définit les principaux concepts utilisés. Le titre II, avec deux articles, définit l'objet et fixe le champ d'application de la charte qui s'étend à les pays du projet et peut s'ouvrir aux autres pays de la sous région, disposant de ressources de mangrove et désireux de participer à leur gestion commune et partagée.

Le titre III, avec 10 articles, expose les principes et modalités de gestion durable reposant sur :

- l'obligation de garantir la gestion durable des ressources de l'écosystème mangrove ;
- l'utilisation durable le partage équitable des revenus tirés de l'utilisation des ressources comprises dans l'écosystème mangrove ;
- l'obligation de préserver l'environnement ;
- l'obligation de négocier en cas de conflit ;
- l'obligation pour chaque Etat-Partie d'informer **les autres États et les communautés utilisatrices** ou de se concerter avec eux, avant d'entreprendre toute action ou tout projet et/ou programme susceptible d'avoir un impact sur l'écosystème mangrove et/ou sur la possibilité de mettre en œuvre des projets et programmes futurs ;



Les différentes modalités de gestion durable des ressources de l'écosystème mangrove sont les suivantes :

- renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
- restauration, conservation et utilisation rationnelle des mangroves ;
- mise en place de mécanismes de financement durable et meilleure organisation du marché des sous-produits ;
- amélioration du système d'information et de communication et meilleure participation des populations ;

Le titre IV, avec 6 articles, aborde les dispositions relatives à la mise en œuvre de la charte, notamment les institutions compétentes nationales et sous régionales compétentes ainsi les communautés utilisatrices.

Le titre V traite des dispositions finales relatives à l'entrée en vigueur, de l'enregistrement, de désistement éventuel et de révision.

La charte, pour être opérationnelle s'appuie sur un plan d'actions qui comporte quatre axes stratégiques inscrits aux articles 9, 10, 11, 12 et 13.

Le document a été traduit en anglais et portugais et soumis aux points focaux nationaux pour avis technique et organisation des ateliers nationaux.

Les autres activités destinées à finaliser la charte et le plan d'action sont planifiées pour début 2010 lorsque les différents pays auront exprimé leurs avis respectifs.

## 2.2. Le Plan d'Actions

Le plan d'actions proposé s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte et les actions entreprises à ce niveau participent à l'atteinte du résultat 5 (**Key mangrove stakeholders have engaged in formulation of a regional Action Plan for strengthening and extending community actions**). Il a pour objectifs de favoriser une gestion durable commune de la mangrove, afin de contribuer effectivement à la réduction de la pauvreté et de cette manière à l'amélioration des conditions de vie des populations directement impliquées dans l'exploitation des ressources partagées de cet écosystème.

En vue de réaliser ces objectifs qui sont en phase avec les options actuelles des pouvoirs publics des pays concernés en matière de développement, un certain nombre d'orientations stratégiques/domaines d'intervention ont été retenus pour servir de points d'articulation à





des activités et mesures pertinentes d'ordre institutionnel, économique, technique, financière et autres.

Les orientations majeures ainsi que les domaines d'articulation des activités et les différentes mesures proposées pour leur opérationnalisation sont issus pour l'essentiel des résultats des ateliers de concertation organisés en Mauritanie, au Sénégal en Gambie, en Guinée Bissau, en Guinée et en Sierra Leone. Ils ont été complétés par d'autres éléments de stratégies recensés dans les rapports des études préalables menées dans le cadre de cette présente mission. Il s'agit des principaux axes ci-après, identifiés par les acteurs dans les six pays pour constituer des domaines de coopération interétatique pertinents pour une gestion concertée et durable de la mangrove :

- renforcement du cadre juridique et institutionnel qui sera opérationnalisé grâce à la mise œuvre de six actions clé.
- restauration, conservation et utilisation rationnelle des mangroves seront mise en œuvre grâce à 13 actions ;
- mise en place de mécanismes de financement durable et meilleure organisation du marché des sous-produits définie dans 3 actions ;
- amélioration du système d'information et de communication et meilleure participation des populations que les 15 actions clé identifiées permettront de dérouler.

Certains de ces grands axes de coopération sont opérationnalisés à travers les petits projets de démonstration menés dans les différents pays. Ainsi :

- le renforcement du cadre juridique pourra bénéficier de l'étude portant harmonisation des politiques de gestion durable de la mangrove dans les 6 pays.
- La restauration/conservation des mangroves passe par le reboisement, la mise en défends déjà menée en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone.
- L'utilisation rationnelle avec l'utilisation des technologies solaire pour la production du sel, la construction de fours améliorés pour la réduction de la coupe de bois et l'apiculture comme source d'augmentation des revenus mais également comme moyen de protection de la forêts de mangroves contre les exploitants.

Le Plan d'Actions est présenté sous la forme schématique pour permettre d'avoir une vision panoramique de l'ensemble des éléments constitutifs et de mettre en évidence les liens entre eux.



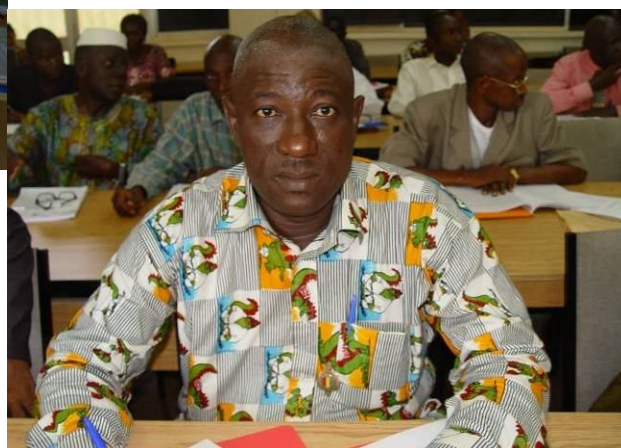
Objectifs spécifiques	Actions à mener	Calendrier d'exécution	Produits/Résultats intermédiaires	Structures/institutions et/ou services responsables et/ou concernés	Coûts/Moyens à mettre en œuvre	Observations
-----------------------	-----------------	------------------------	-----------------------------------	---	--------------------------------	--------------

A ce stade de sa rédaction, les objectifs globaux, les objectifs spécifiques, actions à mener et le calendrier d'exécution sont indiqués. Les Produits/Résultats intermédiaires, Structures/Institution responsables et les Coûts/Moyens de mise en œuvre seront négociés dans chaque pays en même temps que la Charte.

atelier  
mangroves



Photo 11 : Parlementaire de la Guinée à l'atelier national de validation des politiques sur les mangroves



Avec l'appui financier de la Fondation



### 3. Développement de partenariats

#### 3.1. Appui à l'ONG Océanium

A la veille de la campagne 2009 de reboisement planifiée par l'Océanium en Casamance et au Saloum une équipe pluridisciplinaire a réalisé un diagnostic de différentes contraintes, notamment celles concernant les conditions hydro sédimentaires et édaphiques des sites à sélectionner. Pour ces dernières, le diagnostic a porté sur un examen *in situ* des carottes de sol pour détecter la présence des composés de soufre acidifiants, apprécier le taux et la nature de la matière organique et la texture. Une attention particulière a été également accordée aux conditions de submersion par la marée, notamment la fréquence et volume oscillant ainsi que la turbidité de l'eau, le taux de salinité étant déterminé par le membre de la mission spécialiste en écologie de mangrove.

Au total 14 sites (12 en Casamance et 2 au Saloum) identifiés par l'Océanium furent visités et les conclusions et recommandations sont les suivantes :

Les contraintes du milieu physique au reboisement en Casamance et au Saloum sont très fortes, étant liées à des facteurs climatiques et hydrologiques auxquelles il faut s'adapter par le choix de sites offrant les meilleures conditions de submersion par la marée afin d'atténuer la salinité et l'acidité du sol tout en apportant la vase marine fertilisante. Les expériences antérieures montrent que, dans la plupart des cas, le choix des parcelles a rarement tenu compte de ces facteurs qui ont considérablement contribué aux échecs enregistrés. Pour corriger cette lacune, la démarche la plus appropriée consiste à privilégier les sites recevant une marée biquotidienne dont le volume est appréciable et apporte une eau turbide et dont la salinité ne dépasse pas 60 g/l en saison sèche. Une telle approche suppose que l'extension des parcelles se fasse le long des berges des chenaux plutôt que des berges vers les centres des vasières qui sont souvent sursalés en saison sèche.

L'Océanium est déjà acquis à cette approche, mais a besoin d'améliorer sa méthode de sélection, notamment en procédant à des mesures simples de la salinité et du pH de l'eau et du sol ainsi que la turbidité de la marée montante.

#### 3.2. Appui au projet Adaptation au Changement Climatique en zone Côtière (ACCC) d'Afrique de l'Ouest pour reboisement du *Rhizophora* et de l'*Avicennia* au Saloum

Les formations de mangrove de Palmarin, comme la plupart de celles du Saloum, sont fortement dégradées, essentiellement par la sécheresse. En réponse, le projet ACCC a initié



des actions de reboisement auxquelles l'IMAO a apporté un appui dans le choix des sites et les techniques de reboisement (**Photo 13**). Il s'agissait pour le Rhizophora de procéder, dans quatre villages (**Ngallou, Nguethie, Ngounoumane et Diakhanor**), à la caractérisation des sites de collecte des propagules et du choix judicieux des sites de plantation en fonction des conditions du milieu (nature du substrat et possibilité de submersion par la marée). Pour la plantation d'Avicennia, en plus de l'identification des sites propices à cette espèce, il a été organisé une visite de trois personnes qui ont été initiées à la technique du semis direct expérimentée avec succès à Dassalamé Serer, un village voisin.

### 3.3. Recherche sur la caractérisation du milieu et la séquestration du carbone dans les sites de reboisement de Dassalamé Serer

En collaboration avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Thiès, dans le cadre d'un master II, un étudiant conduit des recherches sur l'évaluation des conditions de croissance de Rhizophora et de la séquestration du carbone dans les sites de reboisement du Saloum. Ce travail évaluera la croissance des Rhizophora en rapport avec certaines propriétés du sol (texture, pH, salinité...) et le régime hydrique. En intégrant les résultats de DEA sur la séquestration du carbone (**Photo 12**) obtenus en 2008, il approfondira cette thématique.



**Photo 12 : Etudiant faisant la collecte de données pour son mémoire sur la séquestration du carbone en mangrove**



**Photo 13 : Appui au projet ACCC pour le reboisement de Rhizophora dans la zone de Palmarin**



## 4. Vers les objectifs du projet

### 4.1. Les activités de terrain

En 2009 les activités de terrain, premier axe d'interventions prioritaires du projet, se sont consolidées grâce aux enseignements tirés de l'année précédente :

Les campagnes de reboisement ont donné de meilleurs résultats grâce à une meilleure préparation, notamment la sensibilisation et le renforcement de capacité des communautés partenaires, la collecte de matériel végétal de qualité, le choix de sites de plantation appropriés et le respect du calendrier de plantation. Toutefois le reboisement est une activité à haute intensité de main d'œuvre qui coïncide avec les travaux champêtres. Cette charge supplémentaire de travail nécessite donc d'importants moyens pour permettre aux paysans de se mobiliser en masse pour réaliser ce travail en quelques jours et se consacrer à leurs tâches habituelles. Ceci est d'autant plus important que le reboisement n'est pas une activité traditionnelle des communautés vivant dans les zones de mangrove. Excepté le Sine Saloum et la Petite côte (Somone) au Sénégal, la plupart des communautés locales avec lesquelles nous sommes en collaboration, sont à leurs premières expériences de reboisement de mangroves. C'est pourquoi, il a fallu mettre un accent particulier sur le renforcement des capacités, l'accompagnement et l'encadrement durant les journées de reboisement et la mobilisation sociale. Les efforts déployés par IMAO dans ce domaine sont à louer. Le projet a choisi de travailler dans certaines zones n'ayant jamais accueilli de projet de quelque nature que se soit. C'est le cas de Matainkay en Sierra Leone, Cacafal et Cadico en Guinée Bissau. De plus en plus, ces communautés s'intéressent à la conservation de leur écosystème de mangrove ; par endroit, des comités de surveillance sont créés et/ou renforcés. Les communautés ne demandent qu'un appui technique pour mieux asseoir cette nouvelle façon de regarder la mangrove autrefois vue comme source de bois, de produits halieutiques, d'espace rizicoles, ...

En Mauritanie, la mise en défens des aires de régénération s'est traduite par une croissance accélérée des plantules et la direction du Parc du Diawling qui assure le suivi est motivée pour poursuivre l'opération tout en initiant un programme de reboisement sur d'autres sites. Il faut dire que depuis l'ouverture de la brèche de Saint-Louis au Sénégal, la submersion s'est beaucoup améliorée dans les plaines d'inondation du delta du fleuve. Ceci a favorisé la désalinisation progressive des sols et par conséquent la recréation d'un ensemble de conditions écologiques favorables à la régénération des pousses d'*Avicennia*.

La vulgarisation de l'apiculture en Gambie a été bien accueillie, même si les moyens du projet n'ont pas permis de la faire à grande échelle. Les communautés cibles ont acquis un savoir faire en la matière et, si des moyens conséquents sont disponibles, cette activité





pourra devenir une source non négligeable de revenus. Ceci d'autant plus que le marché de consommation est disponible et le miel de mangrove est très prisé. Il semble qu'il ait beaucoup de vertus. De même la technique de production de sel solaire sur bâche maîtrisée et constitue un acquis important en tant que moyen d'accroissement de la richesse et de gain de temps, donc d'amélioration du bien-être des communautés ciblées. Si les communautés de Bali mandinka, Jassobo et Buram augmentent leur capacité de production de miel et de sel solaire, les impacts financiers de ces activités peuvent devenir des leviers de leur économie locale et par conséquent jouer un rôle déterminant dans la croissance économique. Après la campagne de 2009, des commerçants se sont rapprochés de ces communautés pour étudier les possibilités de production de sel solaire en quantité industrielle. C'est dire que cette activité a un avenir certain et peut si elle est bien encadrée conduire l'Etat Gambien à réduire l'importation du sel en provenance du Sénégal ou d'autres pays.

La construction de fours améliorés pour fumage du poisson en Guinée Bissau, outre l'économie de bois de mangrove qui en résulte, met à la disposition des acteurs de la filière des infrastructures durables qui remplacent avantageusement les fours traditionnels précaires et beaucoup plus nocifs pour la santé des utilisateurs. Très vite, certains acteurs sur le terrain notamment les Nations Unies par le biais du PNUD Bissau, ont apprécié la pertinence de ce projet de démonstration si bien qu'ils sont entrain d'encourager la construction de ces fours améliorés modèle IMAO. Actuellement, le PNUD est entrain d'équiper les zones de pêche de 16 fours améliorés dont un à Cacine à côté de celui déjà construit par IMAO. C'est dire toute la pertinence de notre projet de démonstration et les possibilités de diffusion de ce modèle. Toutefois, le délai de livraison des installations qui était prévu courant 2009 n'a pas été respecté, mais l'entreprise travaille actuellement à la finition de ces fours. Présentement, IBAP et le Wetlands International Bissau sont entrain de mettre en œuvre un manuel de gestion de ces fours de façon à assurer un usage judicieux et durable. Ce document prévoit entre autre la génération de bénéfice pour construire d'autres fours et la subvention des activités de conservation de la mangrove notamment la célébration de la Journée Régionale de reboisement de mangrove à Cacine.

#### **4.2. Les politiques de gestion de la mangrove**

Les ateliers de concertation sur les politiques nationales ont connu, dans les six pays, une forte participation des services techniques des Etats, des représentants des parlementaires, des collectivités locales, du secteur privé et des ONGs et des partenaires au développement. Globalement les discussions ont abouti au constat de mauvaise gestion de l'écosystème résultant de l'effet combiné de plusieurs causes. C'est sur cette base que la Charte et le plan d'actions ont été élaborés afin de parvenir aux améliorations nécessaires. Ces documents



doivent recueillir les observations ultimes des différents pays pour leur approbation finale. D'ores et déjà, les ministres de l'environnement rencontrés au cours de nos différentes missions, nous ont manifestés toute leur volonté de soutenir et de promouvoir cet instrument de coopération sous-régionale entre les Etats. C'est le cas de la Mauritanie, de la Gambie, de la Guinée Bissau et de la Sierra Leone. Si la situation politique se calme en Guinée, en Guinée Bissau et en Mauritanie, la charte et le plan d'actions peuvent être endossés par tous les pays.

## OBJECTIFS DU PROJET IMAO

- Conserver et restaurer les écosystèmes de mangrove
- Améliorer le bien-être et la sécurité des communautés qui dépendent de la mangrove
- Adopter une charte et un plan d'action à l'échelle des pays du PRCM

STRATEGIES		ACTIVITES MENEES	RESULTATS/INDICATEURS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATIONS
<b>Développement d'une base de connaissances sur les valeurs, les statuts écologiques et la gestion des mangroves</b>	Evaluation cartographique sur les valeurs et étendues de mangroves	Compiler les informations sur les bases de données cartographiques en mangrove	Rapport de compilation des informations cartographiques disponible	100%	
	Registre de bonnes pratiques et des acteurs clés est établi	Collecter les informations sur les bonnes et mauvaises pratiques de gestion des mangroves à l'échelle du PRCM	Rapports diagnostics participatifs disponibles	95%	Ceci est processus qui durera toute la vie du projet
		Créer une base de données des communautés ayant de bonnes pratiques de gestion des mangroves		95%	Processus qui a la même durée de vie que le projet
	Analyse des gaps identifiant les actions nationales et régionales pertinentes	Mener des études d'écologie et de socio économie	Rapport d'écologie disponible  Mémoire DEA sur séquestration carbone au Saloum  Mémoire Master II sur caractérisation du milieu séquestration carbone au Saloum  Draft de rapport socio économie en cours de finalisation	100%  100%  50%	Mémoire doit être soutenu en Février 2010  Finalisation en cours par l'Equipe du projet



STRATEGIES		ACTIVITES MENEES	RESULTATS/INDICATEURS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATIONS
Développement d'une base de connaissances sur les valeurs, les statuts écologiques et la gestion des mangroves	Analyse des gaps identifiant les actions nationales et régionales pertinentes	Atelier régional d'analyse des gaps et d'identification des priorités techniques, financiers et politiques	Atelier organisé  Rapport disponible	100%	
		Sélection des communautés pour mener des actions pilotes	4 communautés en Guinée Bissau 3 communautés en Guinée 3 communautés en Gambie 1 communauté au Sénégal 1 communauté en Mauritanie 1 communauté en Sierra Leone	100%	
Transfert de connaissances des communautés à l'échelle régionale et mise en place des conditions motivantes pour la bonne gestion de la mangrove	Actions de restauration/conservation sont mises en œuvre et les revenus des communautés sont augmentés	Restauration des sites et renforcement des capacités des communautés	Reboisement réalisé en 2008 et 2009 Protection des aires de régénération des mangroves en Mauritanie Visites d'échanges Formations	60 %	La première année est une phase test  Il s'agit au cours de 2009 de consolider les expériences passées et d'étendre les aires de reboisement
		Développer des projets de démonstration pouvant servir comme exemple dans le plan d'actions	Apiculture en Gambie  Sel solaire en Gambie  Fours améliorés en Guinée Bissau	50%	Sel solaire a démarré vers la fin de la campagne  Les fours sont en construction

STRATEGIES		ACTIVITES MENEES	RESULTATS/INDICATEURS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATIONS
		Chercher des financements pour mettre en œuvre le plan d'actions			
<b>Renforcement des politiques nationales et régionales et élaboration d'un plan d'actions</b>	Les acteurs clés ont entamé un processus de formulation d'un plan d'action qui soutient les initiatives locales	Capter des personnes ressources pour prendre part au processus d'élaboration du plan d'actions	Concertations nationales autour du Activités de base constituant l'ossature du plan d'actions proviennent des concertations organisées dans les 6 pays 5Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone)  Draft de plan d'actions disponible	100%	
		Engager le processus de négociation du plan d'action à l'échelle des pays	Processus en cours	Processus en cours	
		Créer un prix pour stimuler la conservation des mangroves	Appui à la journée régionale des mangroves de Ziguinchor	40%	Absence de ressources financières ; aucune ligne budgétaire ne prend en charge cette activité
	Les politiques nationales sont renforcées pour soutenir les actions locales	Appuyer les politiques nationales de conservation des mangroves	Rapports des 6 pays disponible	100%	

STRATEGIES		ACTIVITES MENEES	RESULTATS/INDICATEURS	NIVEAU D'EXECUTION	OBSERVATIONS
<b>Renforcement des politiques nationales et régionales et élaboration d'un plan d'actions</b>	La charte régionale est formulée et approuvée	Produire un draft de charte des mangroves	Avant projet de charte disponible	En cours de négociation dans les différents ministères	Approuvée par les services techniques des ministères de cinq pays
		Valider l'Avant-projet de charte par les ministères des pays	Atelier de validation en cours de préparation	Processus en cours	Ressources financières limitées car seuls 3 pays étaient prévus dans le budget
		Intégrer les observations des pays et imprimer la version définitive			Malgré la situation politique en Guinée, les techniciens du ministère ont envoyé leurs observations
		Entamer le processus de signature avec l'appui du PRCM			Identification des personnes ressources pour appuyer le lobbying en cours

## **6. Plan annuel de travail de 2010**

### **Poursuite des activités destinées à améliorer le bien être des communautés locales**

#### **Activité 1 : Apiculture en Gambie**

Cette activité génératrice de revenus mise en œuvre en Gambie unique, a été bien accueillie dans les trois villages (Bali mandinka, Jassobo et Buram). En juillet 2009 les récoltes se chiffraient à 34 litres. Cette activité sera poursuivie et la gestion des revenus en faveur de la pérennisation de l'activité sera discutée avec les communautés.

#### **Activité 2 : Diffusion de la technique de production de sel solaire au Sénégal et en Sierra Leone**

A Dasselamé Sérér, village situé dans le delta du Saloum au Sénégal, la population produit du sel solaire avec des techniques rudimentaires. Il est possible d'améliorer les rendements grâce à la technique déjà utilisée en Gambie.

En Sierra Leone, dans le village de Fogbo, la production de sel se fait par cuisson à l'aide du bois de mangrove. Afin de réduire considérablement la coupe du bois pour des besoins énergétiques et d'augmenter les rendements, le projet introduira également la technique de production de sel solaire en bâche.

#### **Activité 3 : Construction des fours améliorés en Guinée Bissau**

Le chantier des fours améliorés répond à la forte demande en bois de mangrove pour le fumage du poisson. Il est retardé en grande partie par la saison des pluies et l'enclavement de la zone de Caciné. Au cours de ce semestre, les fours seront fonctionnels. Les représentants des communautés locales seront également formés en gestions des revenus tirés de l'exploitation de ces fours.

### **Charte régionale et plan d'action**

Résultat : Les politiques nationales sont renforcées afin de mettre en œuvre un plan d'action et une politique régionale de gestion de la mangrove est formulée et approuvée par les différents pays à travers une médiation impliquant le PRCM.



#### **Activité 4 : Concertations nationales autour de la Charte et du plan d'action**

Une tournée du comité de pilotage du projet sera organisée dans les différents pays pour faire le lobbying en faveur du document et discuter des modalités pratiques de signature de la charte et de la mise en œuvre du plan d'action. Les termes de références de ces ateliers sont déjà disponibles auprès des Points Focaux chargés de l'organisation.

#### **Activité 5 : Intégration des contributions nationales**

Les remarques et suggestions recueillies dans les différents pays seront intégrées à l'Avant-projet de charte afin de produire la version finale en vue d'une adoption officielle.

#### **Activité 6 : Diffusion de la charte**

La charte sera largement diffusée dans les pays du PRCM, de la CDAO et de l'UEMOA afin de chercher des synergies avec toutes les initiatives visant la gestion durable des écosystème côtiers, d'abord au sein des pays du PRCM, ensuite dans toute la région Ouest africaine et au-delà, notamment au niveau de UICN-Programme Afrique du Centre et de l'Ouest.

#### **Evaluation du projet IMAO**

STRATEGIES		ACTIVITES A MENER	PAYS	PERIODE	INDICATEURS
<b>Transfert de connaissances des communautés a l'échelle régionale et mise en place des conditions motivantes pour la bonne gestion de la mangrove</b>	Actions de restauration/conservation sont mises en œuvre et les revenus des communautés sont augmentés	Développer des projets de démonstration pouvant servir comme exemple dans le plan d'actions	Apiculture en Gambie Sel solaire au Sénégal et en Sierra Leone Fours améliorés en Guinée Bissau	Toute l'année Février-Mai Janvier-Mars	Nombre de litre récolté Quantité de sel produite et nombre de personnes formées Nombre de fours fonctionnels
		Rechercher des financements pour mettre en œuvre le plan d'actions	Bailleurs nationaux et internationaux	Toute l'année	Ressources mobilisées
<b>Elaboration d'un plan d'actions régional</b>	Les acteurs clés ont entamé un processus de formulation d'un	Adoption du plan d'actions régional qui soutient les initiatives locales de conservation de la mangrove	Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry et Sierra Leone	Février - Mai	4 pays signataires
<b>Renforcement des politiques nationales et régionales</b>	La charte régionale est approuvée	Adoption de la charte régionale	Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry et Sierra Leone	Février - Mai	4 pays signataire

## CONCLUSION

La poursuite des activités de terrain a permis d'enregistrer des résultats significatifs dans les différents pays. En Mauritanie, la protection des aires de régénération naturelle contre le cheptel en divagation s'est avérée efficace et gagnerait à être amplifiée en étudiant la possibilité de réduire le coût des investissements et l'intérêt que la direction du Parc de Diawling porte à cette initiative est un atout important pour la vulgarisation à grande échelle de cette initiative.

Au Sénégal les différentes interventions du projet en matière de sensibilisation et de renforcement de capacités auront certainement un impact positif en faveur d'une meilleure gestion de l'écosystème. Les diagnostics des contraintes du milieu physique (sol, hydrologie, ...) en mangrove constituent un apport important au succès des campagnes de reboisement. L'aboutissement des études sur les mêmes facteurs de milieu et sur la séquestration du carbone permettront sûrement de consolider les acquis pour la restauration de mangroves dégradées.

Les communautés de la Gambie qui travaillent avec le projet ont la possibilité de tirer d'importants bénéfices aussi bien en matière de restauration de la mangrove que de mise en œuvre d'activités génératrices de revenus. Elles ont pu accroître leur capacité aussi bien pour reboisement grâce aux échanges avec les communautés du Saloum que pour la production de sel solaire après l'intervention des producteurs guinéens. Elles ont enfin acquis un savoir faire précieux en apiculture moderne.

En Guinée Bissau la finalisation des fours améliorés aura sûrement un impact positif sur l'économie de bois de chauffe pour fumage du poisson, sans compter que cette activité de transformation sera moins pénible et plus sécuritaire. En outre le démarrage des activités de reboisement contribuera à la restauration des nombreuses rizières abandonnées.

En Guinée et Sierra Leone où le reboisement a été l'unique activité de terrain, les impacts positifs sont également attendus. La conscientisation des communautés constitue déjà un acquis non négligeable car dans ces deux pays qui ne connaissent pas une sécheresse aussi sévère qu'au Sahel, la plantation de palétuviers n'était pas considérée comme prioritaire alors que chaque année d'importantes superficies étaient défrichées pour la riziculture et/ou pour bois énergie.

Le projet de Charte et de Plan d'Action a été soumis à de nombreuses personnes ressources qui ont contribué à sa consolidation. La version finale a été communiquée aux points focaux des différents pays et la coordination du projet recueille actuellement leur avis en vue d'organiser les concertations nationales et d'aboutir à son adoption.

## RECOMMANDATIONS

- Une meilleure préparation de la campagne de reboisement par : une meilleure sélection du matériel végétal et des sites (substrat et régime hydrique). Par

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que la campagne de reboisement coïncide avec les travaux champêtre. Par conséquent, il faut motiver les acteurs.

- Mettre en place des crédits campagne pour financer l'acquisition d'intrants pour la saliculture solaire sur bâche et l'apiculture.
- Sur le terrain et à des échelles différentes, il faut renforcer les partenariats avec les projets et ONG qui mènent des activités similaires à celles de IMAO.



**Draft d'Avant Projet de Charte et Plan d'actions pour une gestion durable des mangroves dans l'espace PRCM : Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Conakry, Guinée Bissau et Sierra Leone**

Novembre 2009

## TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b><u>342</u></b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b><u>353</u></b>
<b>PREMIERE PARTIE.....</b>	<b><u>364</u></b>
Problématique et enjeux de la gestion durable des ressources de mangrove en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone.....	<b><u>364</u></b>
<b>DEUXIEME PARTIE.....</b>	<b><u>408</u></b>
Projet de Charte pour une gestion durable des ressources de mangrove entre la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone.....	<b><u>408</u></b>
PRÉAMBULE.....	<b><u>419</u></b>
TITRE 1-. DEFINITIONS.....	<b><u>4210</u></b>
TITRE 2- OBJET ET CHAMP D'APPLICATION.....	<b><u>4311</u></b>
TITRE 3-. PRINCIPES ET MODALITES DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES DE L'ECOSYSTEME MANGROVE .....	<b><u>4412</u></b>
Chapitre II : modalités de gestion durable.....	<b><u>4614</u></b>
TITRE 4-. DISPOSITIONS RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE.....	<b><u>5118</u></b>
Chapitre I : Institutions chargées de la mise en œuvre.....	<b><u>5118</u></b>
TITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES.....	<b><u>5219</u></b>
<b>TROISIEME PARTIE.....</b>	<b><u>5320</u></b>
Plan d'actions pour une gestion durable des ressources de mangrove entre la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone.....	<b><u>5320</u></b>

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>AAE</b>	Activités Alternatives Energétiques
<b>AGR</b>	Activités Génératrices de revenus
<b>AMP</b>	Aire Marine Protégée
<b>CNUED</b>	Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement
<b>CSRP</b>	Commission Sous-régionale des Pêches
<b>CRODT</b>	Centre de Recherches Océanographiques Dakar Thiaroye
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et L'Agriculture
<b>FIBA</b>	Fondation Internationale du Banc d'Arguin
<b>IBAP</b>	Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées (Guinée Bissau)
<b>IFAN</b>	Institut Fondamental de l'Afrique Noire
<b>IMAO</b>	Initiative Mangrove en Afrique de l'Ouest
<b>IRD</b>	Institut pour la Recherche et le Développement
<b>MAB</b>	Man and Biosphere
<b>MAVA</b>	Fondation pour la Nature (Suisse)
<b>OMVG</b>	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie
<b>OMVS</b>	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PGIRN</b>	Programme de Gestion Intégrée des Ressources Naturelles
<b>PNGZC</b>	Programme National de Gestion des Zones Côtières
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PRCM</b>	Programme Régional de Conservation de la zone Marine et Côtière de l'Afrique de l'Ouest

INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

<b>RBDS</b>	Réserve de Biosphère du Delta du Saloum
<b>SDAM</b>	Schéma Directeur d'Aménagement des Mangroves (Guinée)
<b>UICN</b>	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture
<b>WIA</b>	Wetlands International Afrique
<b>WWF</b>	World Wildlife Fund

## PREMIERE PARTIE

**Problématique et enjeux de la gestion durable des ressources de mangrove en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone.**

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

L'écosystème de mangrove est caractérisé par une forte productivité biologique qui se traduit par une importante biodiversité profitable à de nombreuses espèces animales et végétales. Il offre ainsi d'abondantes ressources en bois et produits halieutiques et des terres faisant l'objet de diverses activités agricoles, aquacoles et autres. En outre, il sert de refuges à de nombreuses espèces menacées, constitue un maillon essentiel du parcours de l'avifaune migratrice et contribue à la protection des rivages.

Le littoral ouest-africain compris entre la Mauritanie et la Sierra Leone est constitué de deux unités assez distinctes. Au nord, on trouve de grandes portions de littoraux sableux ponctués de quelques vasières à mangrove dans le delta du fleuve Sénégal et au Banc d'Arguin. Au sud, entre le Saloum et la Sierra Leone, s'étendent les Rivières du Sud, succession de deltas et d'estuaires.

En Mauritanie les mangroves se rencontrent dans le Bas delta du fleuve Sénégal et au Banc d'Arguin. Les premières subissent les contraintes de la sécheresse, l'impact du barrage de Diama et de l'endiguement de la rive droite du fleuve. La formation relique du Banc d'Arguin résiste difficilement aux conditions extrêmes de température et de salinité, mais bénéficie du statut de protection intégrale.

Au Sénégal, les ressources de mangrove sont rencontrées dans la zone de Saint-Louis, de la Petite Côte, du Delta du Saloum et de la Casamance. Au niveau du Delta du Saloum où les formations de mangrove sont parmi les plus importantes du pays, les forêts de mangrove ont régressé de 25 %, mais le site est classé réserve de biosphère.

En Gambie, les forêts de mangrove font encore partie des plus belles notamment celles du bassin du fleuve Gambie qui abritent l'une des plus hautes mangroves de la sous région sur une longueur d'environ 100 km, du Niumi, du Bao bolong et de Kiang West National Park. Par contre au niveau du Bitang bolong, la dégradation de la mangrove est estimée à plus de 90%. Au niveau des autres formations, la dégradation est estimée à 33 %.

*En Guinée Bissau, la mangrove couvre environ 7% de la superficie du territoire national, le long de nombreux bras de mer du nord au sud et dans l'archipel des Bijagos. Toutefois, c'est sur les rives du fleuve Cacheu, fleuve Mansoa et celles de l'île de Orango, dans l'archipel des Bijagos, que l'on retrouve la plus grande concentration de forêts de mangroves du pays. Les enjeux de la mangrove ont fait naître dans les années 90 un programme de conservation de la mangrove, les îles du Bijagos constituant la partie phare de ce programme.*

En Guinée, la pluviométrie abondante qui caractérise le littoral favorise un développement luxuriant de la mangrove le long de nombreux estuaires dont les plus importants sont Kogon, Nunez, Kapatchez, Fatala, Konkouré, Soumbouya, Forécariah et Bramayah. L'impact de la sécheresse est faible comparativement à la zone sahélienne. La productivité primaire est élevée et la régénération naturelle est active. La dégradation de l'écosystème est principalement la conséquence des activités économiques, notamment l'agriculture et la coupe de bois de chauffe et de construction.

En Sierra Leone, les formations de mangrove sont réparties le long des estuaires de la Scarcies River,

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

de la Sierra Leone River, de la Sherbro River et de Yawri Bay. Les mangroves de ce pays se développent dans les mêmes conditions que celles de la Guinée voisine et présentent les mêmes caractéristiques biophysiques.

L'influence modérée de la sécheresse favorise une forte productivité primaire et une régénération naturelle active. Comme en Guinée, la dégradation de l'écosystème est surtout d'origine anthropique c'est-à-dire la riziculture de mangrove, la coupe du bois énergie et de construction et autres usages.

Les populations riveraines de la mangrove tirent d'importants revenus provenant de l'exploitation du bois, de la pêche, de la riziculture, de l'extraction du sel et d'autres activités, notamment la récolte de miel, de plantes médicinales. Toutes ces activités se traduisent par les défrichements de la forêt de palétuviers pour l'agriculture, la fourniture de bois de chauffe et de construction et peuvent avoir un impact négatif sur l'équilibre fragile de l'écosystème corrélativement à la croissance démographique sur le littoral. A cela s'ajoute les variations climatiques qui se traduisent, entre autres, par un déficit pluviométrique et une diminution de la durée de la saison pluvieuse qui amplifient la dégradation de tous les écosystèmes en général.

Ainsi l'effet combiné de la sécheresse et de l'utilisation abusive des ressources de la mangrove ont conduit à une réduction drastique des superficies de la forêt. Les estimations récentes témoignent du recul significatif de la forêt de mangrove : la formation arborée actuelle couvre seulement 797 200 ha alors qu'initialement elle occupait 3 000 000 ha dont plus de 2/3 sont maintenant des tannes ou des rizières actives ou abandonnées.

La raréfaction des ressources naturelles est souvent source de conflits. Ces dernières années, il a été noté une recrudescence des conflits d'accès aux ressources au niveau des frontières entre, par exemple, la Gambie et le Sénégal, la Guinée Bissau et le Sénégal ou encore entre la Guinée Bissau et la Guinée. Très souvent ce sont les populations vivant le long des frontières qui en subissent les conséquences par des pertes de matériels et de vies humaines. Ces conflits sont liés au fait que très souvent, les populations ignorent les règlements et/ou les lois en vigueur dans chaque pays. Il s'agit pourtant d'un même peuple qui pendant des siècles, a vécu en harmonie avec ces ressources, mais aujourd'hui séparé par les frontières nationales.

La gestion de la mangrove dans cette partie est d'abord une question géopolitique ensuite de sécurité et enfin de biodiversité. La charte met l'accent sur :

- **La géopolitique** : l'exploitation de la mangrove et ses ressources est souvent source de conflits dans les frontières des six pays. Ces conflits partent généralement des populations locales des deux cotés de la frontière, qui transgressent le plus souvent par ignorance les dispositions réglementaires en matière de gestion de la ressource du pays. Les services techniques locaux y interviennent et le problème peut facilement, s'il n'est pas bien géré, affecter les relations de bons voisinages entre les pays concernés. Il est alors important dans ce projet de charte d'analyser les différentes sources de conflits frontaliers liées à l'utilisation des mangroves et d'une manière concertée mettre en place des dispositions préventives.
- **La sécurité**: Les différentes études menées sur la dynamique côtière dans beaucoup de pays au monde sont arrivées à la conclusion que les mangroves assurent la stabilité des côtes. Il a été

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

constaté que les cotes qui ont perdu leurs mangroves sont très souvent soumises à des érosions côtières provoquant des inondations. Au Sénégal nous pouvons citer la zone côtière de Palmarin et de Djifère, autrefois riche en mangroves et très stable. Avec la disparition de la mangrove, plusieurs pertes en matériel et en vie humaine y ont été enregistrées par le fait de l'avancée de la mer et des inondations qu'elle provoque. Il nous semble important à ce niveau de la réflexion sur la sécurité de mettre à contribution la recherche et le partenariat entre les Etats et les organisations de conservation.

- **La biodiversité** : Par la richesse et la diversité des espèces qu'elle abrite, la mangrove est plus connue par sa fonction de conservation. Sa restauration et sa protection sont ainsi très importantes pour préserver cette fonction.

De l'inadaptation des méthodes actuelles de prélèvement des ressources dans la mangrove, du maintien et de la préservation des dites ressources va dépendre en grande partie du comportement des populations et acteurs mais surtout, la mise en place d'un cadre juridique cohérent permettant d'aborder l'ensemble des questions. La gestion efficace des ressources naturelles et l'accroissement de la production alimentaire générée par la mangrove exigeront dès lors la mise en œuvre d'une stratégie novatrice destinée à résoudre les problèmes écologiques par des pratiques d'utilisation écologiquement viables des ressources de la mangrove. Il faudra donc un instrument juridique cadre.

Cependant, il faut bien avoir à l'esprit que cette approche de gestion des ressources de la mangrove va au-delà des aspects juridiques au sens strict. Elle doit inclure en plus, les aspects socio économiques, culturels et géopolitiques, dans la mesure où le caractère transfrontalier des dites ressources (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée et Sierra Leone) empêche toute réglementation cloisonnée. De ce point de vue, les différents problèmes soulevés dans ce secteur doivent être abordés dans le cadre d'une planification horizontale, d'une approche pluridisciplinaire et géopolitique.

De prime abord, il est important de préciser que la réglementation des différentes ressources de la mangrove n'est pas nouvelle dans les six Etats. Toutefois, les principaux aspects de cette réglementation sont encore largement dilués dans les droits forestier, agricole, foncier, hydraulique et halieutique. Il faut donc considérer que le corpus juridique de gestion des ressources de la mangrove est encore en gestation. Les constats des nombreux manquements et violations de ces lois et règlements autorisent à penser qu'il est indispensable de s'acheminer de plus en plus vers la solution d'une charte sous régionale avec une approche transfrontière et c'est l'objet de la présente **proposition d'Avant Projet de charte et plan d'action des ressources de la mangrove dans l'espace PRCM**. Les principaux axes du présent rapport sont donc les suivants :

- Présentation de la problématique et des enjeux de la gestion durable des ressources de mangrove en Gambie, Guinée Bissau, en Guinée, en Mauritanie, au Sénégal et en Sierra Leone ;
- Présentation du projet de charte pour une gestion durable;
- Présentation d'un projet de Plan d'Actions de mise en œuvre de la charte.

**INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)**

## **DEUXIEME PARTIE**

**Projet de Charte pour une gestion durable des ressources de mangrove entre la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone.**



## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

### PRÉAMBULE

Les Chefs d'Etat ou Représentants :

- de la Mauritanie
- du Sénégal
- de la Gambie
- de la Guinée-Bissau
- de la Guinée
- de la Sierra Leone

VU la Convention de Ramsar du 2 février 1971 relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat des oiseaux d'eaux;

VU la Convention d'Abidjan du 23 mars 1981 relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'ouest et du centre ;

VU la Convention relative à la conservation de la biodiversité du 12 juin 1992 ;

VU le Programme Régional de Conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'Ouest;

VU l'Initiative Mangrove en Afrique de l'Ouest (IMAO) ;

**Soucieux** de renforcer la coopération entre les six États et les communautés utilisatrices de la mangrove de la Mauritanie à la Sierra Leone ;

**Affirmant** la nécessité de consolider les liens de bon voisinage et de gestion commune des ressources de la mangrove ;

**Conscients** des dispositions législatives et réglementaires nationales existant dans les différents pays de la côte ouest africaine de la Mauritanie à la Sierra Leone ;

**Conscients** de la nécessité du respect des principes pour un Code de conduite pour la gestion et l'utilisation durable des écosystèmes de mangrove ainsi que des règles du droit international et du droit coutumier international repris par les nombreux instruments juridiques internationaux en vigueur ;

**Désireux** de donner un cadre à la fois durable et évolutif à la communauté des intérêts dans le cadre d'une bonne gestion de la mangrove par les six Etats ;

**Conscients** de la nécessité de garantir à chaque État et aux communautés utilisatrices de la mangrove un avantage optimal et équitable de l'utilisation des ressources des écosystèmes conformément aux principes du droit international et du droit national en vigueur ;

**Soucieux** de coopérer dans la bonne foi, la consultation réciproque et dans l'esprit de bon voisinage présidant à leurs relations ;

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

**Déterminés** à combattre conjointement les pratiques d'exploitation abusive de la mangrove susceptibles de causer un préjudice aux communautés utilisatrices ;

**Conscients** de la vulnérabilité et de la rareté des écosystèmes de la mangrove, ainsi que de l'importance des fonctions qu'elles remplissent aux plans économique, social et environnemental ;

**Considérant** que le partage, la gestion et la mise en valeur des écosystèmes de la mangrove devront s'effectuer en tenant compte de l'objectif de développement durable, en y associant les différents acteurs : populations et usagers, gestionnaires, décideurs, aménagistes et experts concernés, dans une approche globale et intégrée ;

**Considérant** l'accroissement et la diversification des usages actuels des écosystèmes de la mangrove ;

**Désireux** de promouvoir une politique d'utilisation optimale et durable des écosystèmes de la mangrove impliquant la responsabilité des utilisateurs et une politique affirmée par une gestion intégrée et équitable au bénéfice des générations actuelles et futures ;

**Rappelant** les principes et recommandations relatifs à l'environnement adoptés notamment par la Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement (CNUED) tenue à Rio de Janeiro en 1992 ;

**Rappelant** la déclaration de Johannesburg de 2002 sur l'environnement et le développement ;

**Désireux** de tout mettre en œuvre pour faciliter la réalisation des objectifs de l'Initiative Mangrove en Afrique de l'Ouest (IMAO) ;

**Sont convenus de ce qui suit :**

### ***TITRE 1-. DEFINITIONS***

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Aux fins de la présente Charte, les expressions et termes suivants désignent :

- « Etats contractants » : les États parties à la présente Charte ;
- « Charte » : le présent document ;
- « Mangrove » : Les mangroves sont des formations végétales caractéristiques des régions côtières intertropicales constituées de forêts de palétuviers
- « Usage » : l'utilisation de la ressource mangrove à des fins domestiques ;
- « Pollution » : l'introduction directe ou indirecte dans l'écosystème mangrove de substances ou d'énergie pouvant avoir des effets nuisibles, tels que des dommages aux ressources biophysiques (faune, flore, sol, air) des risques pour la santé humaine et des altérations de la qualité des ressources du point de vue de leur utilisation.

## ***TITRE 2- OBJET ET CHAMP D'APPLICATION***

### **Article 2 : objet**

La Charte de gestion de la mangrove a pour objet de :

- Fixer les principes et les modalités de la gestion des ressources de l'écosystème mangrove par les six Etats et les différentes communautés utilisatrices. Les différents usages de la mangrove peuvent concerner l'agriculture, la saliculture, la pêche, la pisciculture, la sylviculture, la faune et la flore ;
- définir le cadre et les modalités de participation des différents utilisateurs de la mangrove dans la prise des décisions de gestion des ressources de l'écosystème ;
- définir les modalités d'examen et d'approbation des programmes et projets d'utilisation des ressources de l'écosystème mangrove ou affectant la qualité des dites ressources;
- déterminer les règles relatives à la préservation et à la protection de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne la faune, la flore et les ressources en eau ;

### **Article 3 : champ d'application et adhésion**

La présente Charte s'applique à l'ensemble des ressources de l'écosystème mangrove comprises dans les territoires de la Gambie, de la Guinée-Bissau, de la Guinée, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Sierra Leone.

Toutefois, l'adhésion à la charte est ouverte à tout autre Etat de la sous-région disposant de ressources de la mangrove et désireux de participer à leur gestion commune et partagée dans le cadre du PRCM.

### **TITRE 3-. PRINCIPES ET MODALITES DE GESTION DURABLE DES RESSOURCES DE L'ECOSYSTEME MANGROVE**

#### **Chapitre I : principes de gestion durable**

##### **Article 4**

L'utilisation des ressources de l'écosystème mangrove est ouverte aux six Etats ainsi qu'aux communautés utilisatrices se trouvant sur leurs territoires respectifs, conformément aux principes et modalités définis par la présente Charte. L'usage et/ou l'exploitation des ressources de l'écosystème mangrove devra être fondé sur les principes de gestion suivants :

- l'obligation de garantir la gestion durable des ressources de l'écosystème mangrove ;
- l'utilisation durable et le partage équitable des revenus tirés de l'utilisation des ressources comprises dans l'écosystème mangrove ;
- l'obligation de préserver l'environnement ;
- l'obligation de négocier en cas de conflit ;
- l'obligation pour chaque Etat-Partie d'informer **les autres États et les communautés utilisatrices** et/ou de se concerter avec eux, avant d'entreprendre toute action ou tout projet et/ou programme susceptible d'avoir un impact sur l'écosystème mangrove et/ou sur la possibilité de mettre en œuvre des projets et programmes futurs ;

Les principes directeurs de tout usage et/ou exploitation des ressources de l'écosystème mangrove visent à assurer aux communautés utilisatrices la pleine jouissance de ces ressources, dans la perspective d'un développement durable.

##### **Article 5**

Tout usage et/ou exploitation des ressources de l'écosystème mangrove par les communautés utilisatrices est fixé en prenant en considération la préservation desdites ressources et en intégrant les éléments suivants :

1°) La coopération sous-régionale, qui prend en compte :

- la sécurité et l'amélioration des revenus des populations qui en sont les usagers et/ou les exploitants ;
- la lutte contre l'exode rural ;
- la sécurité alimentaire et la lutte pour la réduction de la pauvreté ;
- le renforcement des économies des Etats Parties ;
- le développement quantitatif et qualitatif de la production agricole et piscicole ;
- le développement intégré grâce aux infrastructures réalisées ;

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

- l'implication des acteurs concernés à la conception, l'exécution et le suivi évaluation des projets et programmes de gestion de la mangrove.

2°) La gestion intégrée des ressources de l'écosystème mangrove qui prend en compte :

- le maintien de la qualité des ressources de la mangrove et leur préservation ;
- l'intégration de la dimension environnementale dans la gestion de la mangrove et le maintien durable des conditions écologiques favorables ;
- la prise en compte des aspects socio culturels des populations utilisatrices des ressources de l'écosystème mangrove ;
- la rationalisation de l'utilisation des ressources de l'écosystème mangrove et ses implications socio économiques.

### Article 6

L'usage des ressources de la mangrove vise à satisfaire de manière juste et équitable:

- les besoins des communautés utilisatrices des dites ressources, notamment les plus vulnérables d'entre elles ;
- les besoins pour l'agriculture, la sylviculture, la saliculture, la pisciculture, la pêche, la faune, la flore, le tourisme et l'environnement, la recherche et l'éducation ;

### Article 7

Les dispositions de la Charte mangrove s'appliquent à titre supplétif à tout ce que ne prévoient pas les législations nationales. Ce sont les autorités nationales de contrôle et de police compétentes qui seront chargées au premier chef de les appliquer. Elles sont appuyées, dans la mesure du possible et sur leur demande, par les institutions et organes sous régionaux intervenant dans ce domaine.

### Article 8

Les Etats-Parties veillent à ce que les informations relatives à la qualité des ressources de l'écosystème mangrove ainsi que celles relatives aux mesures prévues ou prises pour assurer cette qualité soient accessibles aux communautés utilisatrices et au public.

Dans ce cadre, les Etats-Parties doivent veiller à l'éducation des communautés utilisatrices en encourageant des programmes d'information-sensibilisation pour une utilisation écologiquement rationnelle des ressources de l'écosystème.

## Chapitre II : modalités de gestion durable

La gestion durable permet aux Etats et aux communautés utilisatrices de profiter des ressources actuelles de la mangrove dans une optique de durabilité. Les différentes modalités de gestion durable des ressources de l'écosystème mangrove sont les suivantes :

- renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
- restauration, conservation et utilisation rationnelle des mangroves ;
- mise en place de mécanismes de financement durable et meilleure organisation du marché des sous-produits ;
- amélioration du système d'information et de communication et meilleure participation des populations ;

### **Article 9 : renforcement du cadre juridique et institutionnel**

Le cadre juridique et institutionnel de gestion de la mangrove comprend l'ensemble des lois et règlements en vigueur, les mécanismes nationaux et les organes nationaux et locaux chargés de leur mise en œuvre dans les territoires respectifs des Etats membres.

Il est avéré que dans l'ensemble des six Etats, ce cadre juridique et institutionnel est insuffisant pour ce qui concerne la gestion et l'exploitation des ressources de l'écosystème mangrove. Le renforcement de ce cadre juridique et institutionnel de gestion durable de la mangrove est donc une exigence fondamentale. Ce renforcement suppose entre autres :

- L'harmonisation des politiques et des législations ;
- La décentralisation de la gestion ;
- L'harmonisation des mesures de contrôle ;
- La mise en place d'un cadre de concertation ou de gestion commune aux six Etats ;
- La mise en application des lois et règlements nationaux en vigueur.

### **Article 10 : restauration, conservation et utilisation rationnelle des mangroves ;**

L'exploitation et l'utilisation de la mangrove conduisent souvent à une destruction et à une dégradation des ressources de l'écosystème. Pour inverser cette tendance, le principe de la restauration de l'environnement permet aux Etats et aux communautés utilisatrices d'atteindre les objectifs de durabilité. La restauration de l'environnement exige les opérations suivantes :

- Mener des activités communes de reboisement ;
- Assurer la défense et la restauration des sols ;
- Encourager la régénération naturelle
- Harmoniser les actions en matière d'aménagement hydro agricole ;
- Mettre en place un programme commun de restauration intensive ;
- Mettre en place un programme commun de recherche approfondie sur la sylviculture des forêts de palétuviers ;
- Valoriser les techniques traditionnelles de restauration de la mangrove ;
- Procéder au suivi écologique concerté des mangroves ;



## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

- Créer des aires protégées transfrontalières.

L'exploitation et l'utilisation rationnelles des ressources de l'écosystème mangrove devront se faire dans une optique de durabilité. Il s'agira notamment d'exploiter et d'utiliser les ressources de mangrove actuelles au bénéfice des générations présentes sans compromettre les chances des générations futures d'en profiter à leur tour. L'exploitation et l'utilisation rationnelles des ressources de la mangrove devront donc être faites selon les modalités suivantes :

- Le développement des activités génératrices de revenus ;
- Le développement des activités alternatives énergétiques ;
- L'élaboration de plan d'aménagement et de gestion des mangroves
- Le partage des bénéfices de la conservation.

Les pollutions constituent l'un des principaux facteurs de dégradation des écosystèmes de mangrove, en ce sens qu'elles participent à la destruction des ressources naturelles composant ces écosystèmes. Elles résultent entre autres du rejet anarchique de divers déchets plastiques, industriels, des pollutions domestiques et des métaux lourds. L'atténuation de l'impact des pollutions exige donc les actions ci-après :

- L'identification des sources de pollution ;
- La diffusion des bonnes pratiques ;
- L'application de la réglementation ;
- La capitalisation des expériences
- La participation aux études d'impact environnementales et sociales en zone côtière.

### **Article 11 : Protection/préservation des mangroves ;**

Les Etats-Parties et les communautés utilisatrices protègent et préservent les écosystèmes de la mangrove dans le respect des équilibres naturels, notamment des zones fragiles humides et du milieu marin, conformément aux législations nationales et aux dispositions de la présente charte.

Les Etats-Parties et les communautés utilisatrices s'engagent à contrôler toute action de nature à modifier de manière sensible les caractéristiques de l'écosystème mangrove, les caractéristiques biophysiques (faune, flore, sol, air) ainsi que son environnement.

Ils prennent les dispositions de nature à prévenir, réduire ou maîtriser les événements ou conditions résultant de causes naturelles ou d'activités humaines qui risquent de dégrader les ressources de la mangrove et par voie de conséquence, de causer un dommage préjudiciable à l'écosystème.

A ce titre, les Etats-parties se concertent afin de prévenir l'introduction d'espèces étrangères ou nouvelles, de plantes ou d'animaux, susceptibles d'altérer l'écosystème. A cet effet, ils :

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

- établissent conjointement la liste des substances dont la présence dans la mangrove doit être interdite, limitée, étudiée ou contrôlée ;
  - définissent conjointement des objectifs et critères communs concernant la qualité de la mangrove en fonction des usages ;
- 
- œuvrent de concert afin de mettre au point des techniques et d'instaurer des pratiques efficaces de lutte contre les pollutions ponctuelles ou diffuses ;
  - travaillent à l'harmonisation des législations nationales relatives aux questions environnementales concernant les ressources communes de la mangrove.

### **Article 12 : Meilleure organisation du marché des sous produits et mise en place de mécanismes de financement durable**

Le dysfonctionnement actuel constaté dans le marché des sous produits de la mangrove dans les différents pays a pour conséquences la désorganisation de toute la filière. Dès lors, la bonne organisation de ce marché des sous produits de la mangrove peut permettre aux communautés utilisatrices de tirer un meilleur profit des ressources de la mangrove à travers une grille avantageuse des prix à la vente. Ce qui devrait leur permettre de subvenir à leurs besoins tout en assurant la préservation des ressources de la mangrove.

L'amélioration de l'organisation du marché des sous produits passe donc par les étapes suivantes :

- L'organisation des filières des sous produits de la mangrove ;
- La valorisation des sous produits de la mangrove ;
- La promotion du label des produits de la mangrove ;
- La promotion des activités économiques ;
- La mise en place d'un système d'information sur le marché.

Pour mener des activités de conservation et de gestion durable, des mécanismes de financement appropriés devront être mis à contribution dans le respect des dispositions de la présente charte. La mise en place de ces mécanismes de financement durable exige notamment :

- L'allocation de ressources budgétaires en adéquation avec les besoins du secteur ;
- La participation du secteur privé ;
- La création d'un système de fiscalité adapté ;
- La prise en compte de la valeur économique de la mangrove dans la comptabilité nationale.

### **Article 13 : Amélioration du système d'information et de communication et meilleure participation des populations**

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

Le renforcement des capacités des Etats et des communautés utilisatrices à mieux gérer les ressources de la mangrove passe par la mise en place d'un système d'information et de communication adapté au contexte de la sous région et de l'écosystème mangrove. Ce système d'information et de communication devra capitaliser les acquis et expériences et utiliser lorsque cela sera est nécessaire, les nouvelles technologies. L'amélioration de ce système d'information et de communication exige donc :

#### INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

- La mise en place d'une base de données sous-régionale ;
- Le networking ;
- Le suivi-évaluation conjoint des programmes.

Pour une meilleure participation, les communautés utilisatrices sont les principaux acteurs de la gestion des ressources de l'écosystème mangrove. La participation de ces communautés permet notamment d'intégrer de manière durable les règles coutumières et traditionnelles de conservation et d'utilisation, parallèlement au droit moderne contenu dans les conventions internationales et les lois et règlements en vigueur.

Pour obtenir une meilleure participation des populations, il convient entre autres de :

- Aider les collectivités locales à exercer davantage leurs prérogatives ;
- Motiver davantage les populations par des mesures d'accompagnement ;
- Renforcer l'encadrement technique des populations.

**TITRE 4-. DISPOSITIONS RELATIVES A LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE*****Chapitre I : Institutions chargées de la mise en œuvre*****Article 14**

En application des dispositions de l'article 7 de la présente charte, les institutions nationales compétentes dans les différents domaines de gestion et d'utilisation de la mangrove, ainsi que les institutions et organes sous régionaux concernés sont chargés, conformément aux dispositions de la présente Charte, de la mise en œuvre entre les différents secteurs d'utilisation.

**Article 15**

Chaque Etat-Partie procède, selon ses modalités internes d'organisation administrative et territoriale, à la coordination et au respect de la mise en œuvre des dispositions de la présente charte sur son territoire national.

**Article 16**

Les autorités nationales compétentes peuvent émettre des avis consultatifs pour tout projet ou programme national et/ou transfrontalier, pouvant avoir des impacts directs ou indirects sur les ressources communes de l'écosystème mangrove des six Etats. Dans ce cadre, elles peuvent proposer, en concertation avec leurs homologues et avec les communautés utilisatrices du lieu d'implantation du projet et/ou programme, des alternatives de gestion des ressources de l'écosystème mangrove.

**Article 17**

Des réunions périodiques de concertation entre les différentes institutions nationales de mise en œuvre de la présente charte sont organisées, selon des modalités qui pourront être définies par voie diplomatique.

**Article 18**

Les communautés utilisatrices de l'écosystème mangrove et tous les autres acteurs y compris le secteur privé, devront participer aux concertations organisées par les institutions nationales chargées de la mise en œuvre de la charte mangrove. Il peut s'agir :

- des représentants des communautés utilisatrices ;
- des représentants des collectivités territoriales ;
- des représentants du secteur privé et des Organisations Non Gouvernementales ;
- des représentants des Etats
- des institutions de recherche.

**Article 19**

Un projet de Plan d'Actions de mise en œuvre pour une gestion durable des ressources de l'écosystème mangrove est élaboré conformément aux dispositions de la présente charte.

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

### TITRE 5 : DISPOSITIONS FINALES

#### **Article 20**

La présente Charte entrera en vigueur après le dépôt des instruments de ratification par au moins trois (03) Etats-Parties. Elle sera ouverte ensuite à l'adhésion de tout autre État de la sous-région disposant de ressources de mangrove. Les instruments de ratification seront déposés auprès du gouvernement de la République du Sénégal qui en informera les autres Etats-Parties.

La présente charte sera adressée pour enregistrement au Secrétariat Général des Nations Unies lors de son entrée en vigueur, conformément à l'article 102 de la Carte des Nations Unies. Elle sera également adressée pour enregistrement au Secrétariat de l'Union Africaine.

#### **Article 21**

Tout Etat-Partie peut se retirer de la présente Charte. Le retrait s'opérera sous forme de notification écrite adressée au Gouvernement dépositaire qui en informera les autres Etats. Le retrait prendra effet après un délai d'un an à compter de la date à laquelle le dépositaire en aura reçu notification. Le retrait d'un Etat-Partie ne portera pas atteinte, à moins d'accord contraire, à des engagements antérieurs à cette notification.

Tout Etat-Partie peut proposer un ou des amendements à la présente Charte. Les demandes d'amendement sont adressées au Gouvernement dépositaire qui en informera les autres Etats. La réunion des Chefs d'États et de Gouvernement est seule compétente pour statuer, en dernier ressort, sur les amendements et sur la modification de la Charte, sur proposition des Ministres compétents.

#### **Article 22**

Tout différend qui pourrait surgir entre les parties signataires, relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente Charte ou à ses avenants, sera résolu par la conciliation et la médiation. A défaut d'accord, les Etats-Parties devront saisir la Commission de Conciliation et d'Arbitrage de l'Union Africaine. En dernier recours la Cour de Justice de l'Union Africaine peut être saisie. Pendant tout le temps que dure le règlement du différend et jusqu'à sa résolution, la Charte continue de s'appliquer dans toutes ses dispositions non contestées.

En foi de quoi, ont signé la présente Charte,

**Pour la République de Gambie**

**Pour la République de Guinée-Bissau**

**Pour la République de Guinée**

**Pour la République Islamique de Mauritanie**

**Pour la République du Sénégal**

**Pour la République de Sierra Leone**

**INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)**

**TROISIEME PARTIE**

**Plan d'actions pour une gestion durable des ressources de mangrove entre la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, Guinée, Guinée Bissau et Sierra Leone.**



## Plan d'actions

### 1. Objectifs du plan d'actions

Le plan d'actions proposé s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte. Il a pour objectifs de favoriser une gestion durable commune de la mangrove, afin de contribuer effectivement à la réduction de la pauvreté et de cette manière à l'amélioration des conditions de vie des populations directement impliquées dans l'exploitation des ressources partagées de cet écosystème.

En vue de réaliser ces objectifs qui sont en phase avec les options actuelles des pouvoirs publics des pays concernés en matière de développement, un certain nombre d'orientations stratégiques/domaines d'intervention ont été retenus pour servir de points d'articulation à des activités et mesures pertinentes d'ordre institutionnel, économique, technique, financière et autres.

### 2. Contenu du plan d'actions

Les orientations majeures ainsi que les domaines d'articulation des activités et les différentes mesures proposées pour leur opérationnalisation sont issus pour l'essentiel des résultats des ateliers de concertation organisés en Gambie, en Guinée Bissau, en Guinée, en Mauritanie, au Sénégal et en Sierra Leone. Ils ont été complétés par d'autres éléments de stratégies recensés dans les rapports des études préalables menées dans le cadre de cette présente mission. Il s'agit des principaux axes ci-après, identifiés par les acteurs dans les six pays pour constituer des domaines de collaboration interétatique pertinents pour une gestion durable concertée de la mangrove :

- renforcement du cadre juridique et institutionnel ;
- restauration, conservation et utilisation rationnelle des mangroves ;
- mise en place de mécanismes de financement durable et meilleure organisation du marché des sous-produits;
- amélioration du système d'information et de communication et meilleure participation des populations ;

### 3. Présentation du plan d'actions et programmation des activités et mesures d'intervention

Un listing détaillée des activités et mesures à entreprendre ayant été déjà fait dans la charte (cf. titre III, chapitre II, articles 9), une présentation schématique du plan d'actions dans des matrices de programmation a été retenue permettant ainsi d'avoir une vision panoramique de l'ensemble de ses éléments constitutifs et de mettre en évidence les liens de correspondance entre eux.

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

Les tableaux respectifs donnent pour chaque domaine d'intervention indiqué, le détail d'activités et de mesures prioritaires spécifiques qui peuvent contribuer à l'atteinte de performances à ce niveau.

Une phase test de trois ans est suggérée pour la réalisation d'un premier programme pouvant favoriser l'appropriation de la charte, la fonctionnalité du dispositif institutionnel de mise en œuvre et le lancement des activités. Au terme de cette période probatoire et après évaluation de l'expérience, une mise en route effective de la charte sera envisagée dans le cadre d'un programme plus volontariste.

Pour le moment, les actions et mesures retenues dans le présent plan d'actions constituent un volet prioritaire de démarrage de la mise en œuvre de la charte. Leur programmation tient compte de leur caractère prioritaire et leur urgence dans toute intervention destinée à assurer une meilleure gestion des ressources de la mangrove, eu égard à leur niveau de dégradation actuel.

L'identification des acteurs susceptibles de mener ou de participer à leur exécution sera faite prochainement sur la base d'une appréciation de leurs missions et rôles respectifs ainsi que leurs aptitudes et capacités d'assurer leur exécution correcte.

Quant à l'évaluation des moyens nécessaires à la réalisation des actions et mesures préconisées, elle sera également faite au moment de leur mise en œuvre. Les sommes à déterminer concerneront surtout la formation, l'information et la sensibilisation ainsi que la réalisation d'études, l'organisation de la concertation souhaitée entre les acteurs et la constitution éventuelle de fonds d'appui à la promotion d'activités génératrices de revenus pour le compte de certains groupes cibles.

Pour une meilleure orientation et maîtrise de la mise en œuvre, la définition d'indicateurs de performance et d'impact devra se faire ultérieurement dans le cadre de la conception d'un dispositif de suivi/évaluation de l'application de la charte et de la réalisation du plan d'actions. Une étude sera alors nécessaire à cet effet et pourra être initiée, une fois qu'ils auront été définitivement adoptés.

### **4. Mise en œuvre du plan d'actions**

Le succès du plan d'actions dépendra certes de la disponibilité des moyens nécessaires à cette fin, mais il sera également tributaire de la qualité du cadre institutionnel qui aura en charge la coordination et le pilotage de sa mise en œuvre.

Ainsi, ces tâches de première importance seront confiées à des institutions et services déjà existants dans les dispositifs administratifs et techniques des pays concernés et disposant d'une expérience avérée en matière de gestion des ressources naturelles en général et de ressources de mangrove en particulier.

#### INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

L'exécution d'actions jusqu'ici prises en compte dans les programmes en cours des organisations et institutions nationales ou sous régionales déjà en place (OMVS, CSRP, OMVG etc.) sera poursuivie à ces différents niveaux pour créer la synergie souhaitable avec le plan d'actions.

Un effort particulier est à faire pour stimuler la volonté politique des Etats concernés surtout en faveur de la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation sans faille des activités et mesures programmées.

#### **5. Présentation schématique du plan d'actions par domaine d'intervention**

# INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

## OBJECTIF DE L'ACTION 1 : RENFORCER LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIONS A MENER	CALENDRIER D'EXECUTION			RESULTATS INTERMEDIAIRES	STRUCTURES RESPONSABLES	COÛT DE LA MISE EN ŒUVRE	OBSERVATIONS
		An 1	An 2	An 3				
Harmoniser les cadres juridiques et institutionnels des différents pays	A1.Initiation et adoption des Lois sur la mangrove des six pays	x			Lois sur la mangrove existent dans les six pays			
Mettre en place un cadre de concertation commun aux six pays	Création un cadre de concertation	x			Cadre de concertation mis en place			
	Organisation des réunions périodiques du cadre de concertation	x			Reunions périodiques tenues			
Faire appliquer les lois et règlements	Adoption de textes réglementaires d'application (décrets, arrêtés)	x			Textes réglementaires pris			
	Contrôle l'application des Lois et règlements	x			Lois appliquées			
Harmoniser les politiques	Etude sur l'harmonisation des politiques	x			Politiques harmonisées			

INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

**OBJECTIF DE L'ACTION 2 : RESTAURER, CONSERVER ET UTILISER RATIONNELLEMENT LES MANGROVES**

OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIONS A MENER	CALENDRIER D'EXECUTION			RESULTATS INTERMEDIAIRES	STRUCTURES RESPONSABLES	COÛT DE LA MISE EN ŒUVRE	OBSERVATIONS
		An 1	An 2	An 3				
Restauration et Conservation durable des mangroves	Classement des aires de régénération naturelle							
	Organisation d'une campagne annuelle de reboisement à l'échelle du PRCM							
	Promotion des forêts communautaires continentales à des fins énergétiques et commerciales							
	Réduction de la riziculture itinérante en mangrove							
	Amélioration de la submersion par l'eau de mer des zones de mangrove dégradées							
	Actions de recherches sur la séquestration du carbone et les changements climatiques en mangrove							

# INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

	Renforcement des capacités des techniciens de la mangrove							
Mettre en œuvre un plan de gestion	Etudes de base sur les aspects biophysiques et les activités socio économiques				Plan de gestion disponible			
	Création des cadres de concertation locaux fonctionnels				Nombre de rencontres organisées			
	Redistribution équitable des ressources				Amélioration du niveau de vie des populations			
	Actions de suivi écologique des ressources de mangrove							
Développer des activités génératrices de revenus	Etudes d'identification d'Activités Génératrices de Revenus (AGR)	X			Banque de concept paper sur les AGR disponible			
	Mise en place un Fonds d'appui aux AGR				Fonds d'appui mis en place			

# INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

## OBJECTIF DE L'ACTION 3 : METTRE EN PLACE DE MECANISME DE FINANCEMENT DURABLE ET ASSURER UN MARCHÉ POUR LES PRODUITS

OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIONS A MENER	CALENDRIER D'EXECUTION			RESULTATS INTERMEDIAIRES	STRUCTURES RESPONSABLES	COÛT DE LA MISE EN ŒUVRE	OBSERVATIONS
		An 1	An 2	An 3				
Allouer des ressources budgétaires en adéquation avec les besoins du sous secteur	Organisation de forums de sensibilisation des partenaires pour le financement des projets							
	Incitation du secteur privé à participer à la gestion de la mangrove							
	Organisation de tables rondes des bailleurs							
Prendre en compte la valeur économique de la mangrove dans la comptabilité nationale	Etude d'évaluation des valeurs écologique, économique, culturelle, ... de la mangrove							
Créer un système de fiscalité au profit de la conservation des mangroves								



# INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

## OBJECTIF DE L'ACTION 4 : METTRE EN PLACE UN SYSTEME DE COMMUNICATION EFFICACE ET ASSURER UNE PARTICIPATION DES POPULATIONS

OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIONS A MENER	CALENDRIER D'EXECUTION			RESULTATS INTERMEDIAIRES	STRUCTURES RESPONSABLES	COÛT DE LA MISE EN ŒUVRE	OBSERVATIONS
		An 1	An 2	An 3				
Assurer une meilleure participation des communautés riveraines	Partenariats avec les systèmes éducatifs nationaux pour une éducation environnementale en milieu scolaire							
	Organisation des visites d'échanges entre communautés							
	Partenariats avec les médias et animer des causeries autour des bonnes pratiques							
	Renforcement des capacités des OCB impliquées dans la gestion de la mangrove							
	Création des supports adéquats pour sensibiliser les communautés locales							
Sensibiliser les décideurs et les politiques	Institution d'une journée PRCM des mangroves							
	Création des <i>news letter</i> et/ou dossiers politiques							

# INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

	Recrutement un parrain avec une influence politique pour appuyer à la gestion des sites critiques							
Impliquer la société civile dans la gestion des mangroves	Partenariats avec organisations qui s'intéressent à l'environnement							
	Animation des tables rondes autour des questions brûlantes de la mangrove							
	Renforcement des capacités de la société civile							
Mettre en place une base de données fonctionnelle	Collecte de l'information bibliographique disponible							
	Collecte de l'information cartographique disponible							
	Création des synergies avec les portails/sites disponibles							

## **Conclusion générale**

## INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

En guise de conclusion, il est possible d'affirmer que l'élaboration d'une charte mangrove, suivie d'un plan d'actions pour sa mise en œuvre ne seront bénéfique à tous les acteurs que lorsque la volonté politique des décideurs et la participation effective des populations sera une réalité. En effet, les problèmes de gestion durable de la mangrove ont été examinés en tenant compte des trois objectifs suivants :

1. Identifier l'ensemble des textes juridiques, acteurs et institutions concernant la gestion durable de la mangrove en Gambie, en Guinée-Bissau, en Guinée, en Mauritanie, au Sénégal et en Sierra Leone en mettant en évidence les pratiques et usages qui accélèrent la destruction des ressources de la mangrove.
2. Faire des propositions d'élaboration d'une charte de gestion durable des ressources de la mangrove dont les dispositions sont souples mais efficace et qui tiennent compte surtout des préoccupations de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, sans être en contradiction avec les lois et règlements en vigueur.
3. Définir une stratégie de mise en œuvre de la charte (Plan d'Actions pour la mise en œuvre) avec l'accord et l'appui de tous les acteurs et des partenaires au développement.

On peut au terme de ce rapport, faire les observations suivantes : le nombre limité de pays et de législations étudiés (six au total) n'a pas la prétention d'épuiser toutes les questions à débattre dans le domaine de la gestion de la mangrove en Afrique de l'ouest. De ce point de vue, on peut considérer que le projet de charte pour les six pays est un pas important dans le cadre de la réalisation des objectifs affirmés de l'initiative mangrove (IMAO), le tout en conformité avec le Programme Régional Côtier et marin (PRCM).

Malgré tout, il faut dire qu'un important travail reste à faire dans le domaine de l'harmonisation sous-régionale et de la prise des textes juridiques complémentaires en vue d'une plus grande cohérence du droit applicable à la mangrove. Il ressort en effet de la présente étude les constats suivants :

1. Les textes législatifs et réglementaires actuellement en vigueur dans les six Etats ne sont pas spécifiquement et exclusivement consacrés à la mangrove (à l'exception de la Guinée-Bissau qui a déjà préparé un projet de loi sur la mangrove mais non encore adopté). Il y a donc une dispersion de la prise en compte juridique des ressources de la mangrove. Cela ne favorise guère la bonne délimitation du droit applicable;
2. La préservation et la bonne gestion des ressources de la mangrove ne pourront être possibles à long terme que si le cadre juridique sous-régional défini par le projet de charte est bien appréhendé par toutes les parties prenantes (il convient de préciser que les dispositions de la charte s'appliquent à tout ce que les législations nationales ne prévoient pas spécialement) ;
3. La définition et la mise en œuvre du Plan d'actions devront consister à préciser les activités favorables et/ou susceptibles d'améliorer les différents usages de la mangrove tout en tenant compte également des pratiques coutumières en vigueur ainsi que du contexte géopolitique de la région ;

#### INITIATIVE MANGROVE EN AFRIQUE DE L'OUEST (IMAO)

4. Il faudra en définitive un processus de dialogue à la fois politique, culturel et social.